

AGIR ENSEMBLE, USAGERS ET SOIGNANTS,

POUR UN VÉRITABLE SERVICE PUBLIC DE LA SANTÉ POUR TOUS ET DANS TOUTE LA FRANCE !

C'est couru d'avance ! Le « Ségur de l'hôpital » ne sera pas un « Grenelle » gagnant pour les personnels de la santé mais une tentative d'enfumage ! Pas besoin d'être devin pour comprendre que le pouvoir va renier les envolées langagières présidentielles de la période « d'héroïsation des soignants ». Macron et son gouvernement, en effet, n'ont qu'une seule idée en tête : reprendre le cours de la mise en œuvre de leur plan « santé 2022 », en partie stoppé par l'irruption de la pandémie du Covid-19... mais pas tout à fait puisque la fermeture programmée de lits se poursuit actuellement dans plusieurs hôpitaux... Pour contrer le pouvoir et gagner nous avons besoin d'une mobilisation massive et durable, ensemble, soignants et usagers. La santé est l'affaire de tous !

Confier le Ségur de l'hôpital à Nicole Notat est un signal de mauvais augure pour le personnel soignant comme pour les usagers du système hospitalier. C'est même obscène ! Car que peut-on attendre d'une responsable syndicale/transfuge qui a contribué à transformer la CFDT en annexe « sociale » du MEDEF, qui a soutenu le plan Juppé de réforme des retraites et qui a été « reclassée » en prenant la tête de l'entreprise Vigéo ?

Autre mauvais signal : la feuille de route du Ségur prescrite par le ministre de la Santé indique qu'il faut « *en finir avec les corporatismes* », les 35 heures et la « *paupérisation des personnels soignants* ». Nicole Notat sera pour cela « *entourée d'experts* »... Il est donc évident qu'il n'y a rien de bon à attendre d'un tel vaudeville. Seule une mobilisation nationale unissant usagers et personnels soignants, établissant un rapport de forces déterminé, pourra ouvrir une brèche dans le système gangrené depuis des décennies par les politiques néolibérales dont la constante est et reste la réduction des dépenses publiques et l'ouverture à la concurrence.

SOUTIEN SANS FAILLE AUX REVENDICATIONS DES PERSONNELS SOIGNANTS

Les revendications des personnels soignants sont connues depuis longtemps. Ils les ont clamées, à cor et à cri, ont alerté, toutes catégories confondues, agents de l'hôpital public comme ceux des EHPAD, sur l'état de délabrement du système et les dangers encourus par les patients.

Malgré leurs grèves et leurs manifestations, le pouvoir les a ignorés. Les gouvernements successifs qui ont mis à genoux l'hôpital public n'ont pas changé un chiffre à leurs politiques de réductions des moyens et des effectifs.

Des citoyens, eux aussi, se sont mobilisés, longtemps et à plusieurs reprises, contre la fermeture des hôpitaux et maternités de proximité. En vain, sauf à la marge.

La situation actuelle est différente. L'engagement des personnels soignants durant la pandémie du Covid-19 a forcé l'admiration de la population et généralisé la prise de conscience que tout doit changer, vite et de manière radicale.

Ce ne sont donc pas les gesticulations de Madame Notat ni les larmes de crocodile de Monsieur Macron qui vont bâillonner les personnels soignants. Ils veulent des actes, pas des discours, pas des médailles ! Ils veulent des conditions de travail dignes et du matériel et des effectifs pour soigner efficacement et humainement les malades. Ils veulent l'arrêt de la remise en cause du reste de leurs droits ! Ils n'accepteront plus qu'on leur supprime des jours de RTT, des jours de congé ou des jours de récupération, que leur salaire stagne à la 22^e place des pays de l'Union européenne, ou encore qu'on ne leur paye pas les heures supplémentaires effectuées, comme le propose honteusement Monsieur Roux de Bezieux, le patron du MEDEF, toujours prêt à détruire le reste du Code du travail !

Tout n'est donc pas joué d'avance. Le pouvoir n'a pas toutes les clés pour réussir son opération Ségur, pantomime de dialogue social. Face à lui se dressent les soignants, unis, et les usagers !

LES CHANGEMENTS INDISPENSABLES À METTRE EN ŒUVRE, VITE !

**Le diable sait jouer sur les mots :
changement n'a pas le même sens
dans la bouche de Monsieur Macron
que dans celle des soignants.**

**Alors mettons les points sur les *i*,
les mesures immédiates :**

1. Re-création des postes supprimés (plusieurs dizaines de milliers) depuis trois décennies.
2. Re-création des lits supprimés (18000 en 8 ans !).
3. Relocalisation en France des industries des dispositifs et des matériels médicaux tels que la radiologie, les blocs opératoires, les laboratoires, les médicaments, les matériels informatiques, les consommables hospitaliers.
4. Revalorisation des salaires et mise en place de l'échelle mobile car le blocage de la valeur du point indiciaire depuis 10 ans a fait régresser les rémunérations des agents publics.
5. Arrêt de la privatisation des fonctions supports (cuisine, blanchisserie, entretien, maintenance technique, ménage).
6. Suppression de la T2A et retour à des budgets négociés en fonction des besoins réels.
7. Suppression des ARS (Agences régionales de santé) et de la gestion bureaucratique des hôpitaux générée par le *New Public Management* importé des États-Unis.
8. Véritable suppression du *numerus clausus* des médecins.
9. Démocratisation du fonctionnement des hôpitaux publics par le retour au Conseil d'administration, au Comité Technique d'Établissement et au Comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), qui ont été supprimés par les ordonnances Juppé et les lois Bachelot-Touraine-Buzyn.
10. Plan spécial pour les personnes âgées résidant chez elles ou en EHPAD avec la création d'un 5e risque de la Sécurité sociale concernant la dépendance, financé par les recettes du rétablissement de l'ISF, la taxation des dividendes, un impôt sur les sociétés et une augmentation des cotisations patronales.
11. Sécurité Sociale à 100% et suppression des « restes à charges » qui n'ont cessé d'augmenter depuis trente ans !
12. Plan d'investissement massif pour que l'hôpital public soit apte à faire face aux pandémies qui peuvent désormais menacer les populations régulièrement.
13. Arrêt immédiat et total des PPP (partenariat public-privé).

Tout ceci ne sera réalisable qu'à la condition de désobéir aux GOPÉ (Grandes orientations des politiques économiques) imposées par « l'Union Européenne » qui visent à faire appliquer sa politique d'austérité salariale et de privatisation de la Santé entre autres par les partenariats public-privé (PPP) comme la Caisse des Dépôts et Consignations entend en mettre en place ! *(Lire encadré)*

STOP AUX GOPÉ (GRANDES ORIENTATIONS DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES) : AGENDA DES RÉFORMES ANTISOCIALES

Le Conseil européen publie chaque année, fin mai, ses recommandations, pays par pays, leur prescrivant les réformes nécessaires à conduire pour se mettre en conformité avec les directives et la stratégie de l'Union européenne. Chaque pays de l'Union reçoit une véritable lettre de mission personnalisée. Pour la France, ce document officiel s'appelle « Recommandations concernant le programme national de réforme portant avis sur le programme de stabilité de la France pour l'année suivante »... Vous pouvez y accéder *via* internet : https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/2020-european-semester-csr-comm-recommendation-france_fr.pdf

C'est le Traité de Maastricht de 1992 qui a introduit la coordination progressive des politiques économiques des États membres. En 2001, les GOPÉ ont été définies comme servant de « cadre pour la définition des grands objectifs politiques ». Le Conseil de l'UE « surveille l'évolution économique dans chacun des États membres et dans l'Union », sur la base de rapports fournis par la Commission européenne.

Toutes les « réformes » antisociales que nous avons subies ces dernières années ont fait l'objet d'une recommandation de l'UE ! Évidemment l'hôpital public n'y a pas échappé pâtissant du dogme néolibéral des réductions de dépenses publiques et de l'ouverture de tous les secteurs à la concurrence, avec pour conséquence, notamment, la suppression de centaines de milliers d'emplois dans la fonction publique !

ARRÊTONS LA SAIGNÉE, FAISONS DE LA SANTÉ UNE CAUSE COMMUNE !

Nous appelons tous les citoyens-usagers du service public, qui ont applaudi chaque soir les soignants pendant la période de confinement, à s'engager dans la bataille. Nous appelons tous ceux qui refusent de livrer la santé au marché, à se mobiliser, partout en France. C'est maintenant que les personnels de santé ont besoin d'être soutenus dans leur combat en faveur d'un système qui protège et permette de soigner tous les citoyens. C'est maintenant qu'il faut se battre pour défendre l'hôpital public et la Sécurité sociale !